

# Demotte pour la fin du cours de religion

Si cela ne tenait qu'à lui, Rudy Demotte remplacerait, dans l'enseignement officiel, les deux heures de cours de religion et de morale par un cours unique de citoyenneté et de philosophie. Mais Rudy Demotte et le PS ne sont pas seuls à la barre du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils gouvernent avec le cdH et n'ont pas l'intention de se battre avec Joëlle Milquet, la

ministre de l'Enseignement. *«Je suis le gardien du temple, rappelle Rudy Demotte. Mon rôle est d'appliquer la DPC (déclaration de politique communautaire).»*

Et que prévoit le texte? *«Qu'une heure de religion ou de morale donne lieu et place à une heure de cours de citoyenneté et de philosophie.»* Pas deux,

**«Je suis le gardien du temple, mon rôle est d'appliquer la DPC.»**

**RUDY DEMOTTE**  
MINISTRE-PRÉSIDENT DE LA FWB

Rudy Demotte

## «Une heure de cours de citoyenneté, c'est un premier pas dans la porte»

### INTERVIEW

NATHALIE BAMPS

**L**e gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a discuté hier de la mise en place d'un cours de citoyenneté et de philosophie. Il viendrait en remplacement d'une des deux heures de religion ou de morale dans l'enseignement officiel. Le débat sur le contenu et l'organisation de ce cours est difficile. Ce qui montre que la vie n'est pas toujours rose au sein du couple PS et cdH. Même si le chef d'équipe, Rudy Demotte, relativise...

**La déclaration de politique communautaire (DPC) prévoit un cours de citoyenneté d'une heure. Pourquoi ne pas simplifier? La religion a-t-elle encore sa place dans l'enseignement officiel?**

Je pense que la spiritualité au sens large est un thème qui reste présent au XXI<sup>e</sup> siècle, à côté de la philosophie et la citoyenneté, qui doivent trouver une place pleine et entière dans les écoles. Notre DPC, qui a été âprement négociée, prévoit en effet que, dans l'enseignement officiel, une des deux heures de religion-morale disparaisse. Une heure, c'est un premier pied dans la porte, et personnellement, en tant que laïc, je suis favorable à l'élargissement à deux heures, en lieu et place du cours de religion et de morale. Mais ce n'est pas dans l'accord de gouvernement. Comme ministre-prési-

dent, je suis aussi le gardien du temple, et mon rôle est d'appliquer la DPC.

**Si ce cours de citoyenneté est prévu, pourquoi embrouiller les choses avec le projet d'étude encadrée comme alternative aux cours de religion et de morale?**

Ce sont deux dossiers différents. La décision de proposer aux élèves un encadrement répondait à l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui voulait que l'on donne la possibilité de ne choisir ni religion, ni morale. Nous nous sommes mis d'accord sur l'organisation d'une étude encadrée axée sur différentes thématiques (citoyenneté, développement de l'esprit critique,...) mais qui n'est en aucun cas un substitut au cours de citoyenneté. Cette étude encadrée ne vaut d'ailleurs que pour 2015. Comme je l'ai dit, à partir de 2016, une des deux heures de religion-morale sera convertie en heure de citoyenneté-philosophie.

**Mais en 2016, que feront les élèves qui aujourd'hui ne choisiront ni religion, ni morale?**

Ils auront une heure de citoyenneté-philosophie, et une heure d'étude encadrée.

**Donc, le principe de l'étude encadrée continuera après 2016?**

Oui, en effet. Mais à raison d'une heure plutôt que deux, puisque le cours de citoyenneté sera, j'insiste, un cours obligatoire.

donc. *«Nous devons encore débattre de l'élargissement de cette plage horaire, mais ce n'est pas dans l'accord de gouvernement que nous avons négocié.»* En traçant un bilan des dix premiers mois de législature, Rudy Demotte démontre que, même s'il y a peu de visibilité sur les actions de son gouvernement, celui-ci travaille. Notamment au gros chantier du pacte pour un enseignement d'excellence. *«Un corps lourd et difficile à bouger»,* dit-il. **N.B.**

**Et son contenu, quel sera-t-il?**

Il est en train d'être discuté en conseil des ministres. On marche sur des charbons ardents... Personne ne veut réveiller de guerre scolaire, on veut surtout que la réponse soit la plus appropriée. Il y a un besoin légitime dans notre société de développer un cours de citoyenneté dans l'enseignement de l'État. Il faut sortir des canons traditionnels et inventer autre chose. La Belgique est devant un moment de basculement dans les opinions. Par ailleurs, on ne veut pas de pertes d'emplois. Il faut voir comment on organise les cours, comment on va former les profs qui les donneront. Tout cela doit être prêt pour l'été.

**N'aurait-il pas fallu informer plus tôt les parents de la forme qu'allait prendre l'alternative au cours de religion et morale? Joëlle Milquet n'a-t-elle pas péché par pré-**

**cipitation?**

Cela devait faire l'objet d'une discussion au gouvernement. Il ne fallait pas mettre la charrue avant les bœufs. Joëlle a posé la question préalable de savoir si les parents seraient intéressés par ce cours alternatif. Il lui était impossible d'en définir le contenu en le suçant de son pouce... Mais l'alternative n'était pas de dire «on laisse les enfants dans le vide», elle n'a jamais dit cela.

**Vous êtes donc satisfait de son travail...**

Je suis satisfait de la note mise sur la table, car elle parle des questions du vivre ensemble, et sert à promouvoir les valeurs qui sont les nôtres.

**Ce dossier a quand même révélé des tensions au sein du gouvernement. Est-ce Joëlle Milquet qui fait la loi?**

Je n'ai vraiment pas ce sentiment (sourire). Les couples qui durent le plus longtemps sont ceux où il y a débat. Même dans les couples fusionnels. C'est déjà beaucoup plus facile que le mariage à trois. En tant que ministre-président, j'ai expérimenté

**«Je ne sens pas de tension qui soit insurmontable.»**

les deux, et je peux vous dire que c'est incomparable. Il y a toujours une place à la discussion. La démocratie a besoin de cela.

Mais je ne sens pas de tension qui soit insurmontable. Je pense que les tensions que doivent subir la formation libérale au Fédéral sont autrement plus difficiles à gérer...

**LES PHRASES CLÉS**

*«Notre déclaration de politique communautaire (DPC) prévoit que dans l'enseignement officiel, **une des deux heures de religion-morale disparaisse.**»*

*«Personne ne veut réveiller de **guerre scolaire.**»*

*«Les couples qui durent le plus longtemps sont ceux où il y a **débat.**»*